

Rouen, le 29 novembre 2010

Monsieur le Président,

La délégation **FO DGFIP 76** tient, en préalable, à rappeler son opposition à la loi sur les retraites, réforme injuste au regard des inégalités qu'elle accentue et inefficace en raison de l'absence de financement pérenne.

Cette contre réforme s'inscrit dans un projet idéologique de bouleversement de notre société qui va porter atteinte à la solidarité et fragiliser notre système de retraite par répartition, accélérant la baisse de niveau des pensions qui, depuis 1993 n'a cessé de se dégrader.

Pour Force Ouvrière, les critères d'âges ne servent qu'à détourner le débat, pour ne pas aborder la question centrale des retraites, à savoir leur financement dans le cadre d'un réel partage des richesses.

Aussi, sommes nous réunis aujourd'hui pour ce Comité Technique Paritaire de « rentrée » dans un climat social toujours très pesant.

La Direction Générale des Finances Publiques a été créée il y a deux ans déjà..

La mise en oeuvre à marche forcée de la fusion montre ses limites. Loin d'améliorer la situation, elle a participé, au contraire, à une détérioration accrue des conditions de travail engendrant une forte démobilisation des personnels.

Les statuts sont harmonisés, à la baisse, sans gain indiciaire pour les agents entraînant de surcroît un allongement de carrière et des difficultés supplémentaires pour changer de grade.

Les traitements sont gelés.

Les **emplois** de titulaires s'évaporent : **le département en perdrait encore 48 !....(plus de 350 suppressions en 9 ans ! !)**

Dans un département comme la Seine Maritime où les vacances perpétuelles d'emplois dégradent les conditions de travail des personnels, les attaques contre le Service Public et ses agents se multiplient.

La tension dans les postes et services atteint un niveau difficilement supportable, aboutissant à des relations de travail dégradées.

Le stress généré par la pression quotidienne due au problème des effectifs, aux objectifs parfois très éloignés des réalités du terrain, mènent les agents au bord de la rupture :

- Nous vous avons alerté sur les conditions d'accueil préoccupantes dans les SIP..
- Nous constatons que les agents décrochent de moins en moins le téléphone, faute de temps.. et sont souvent écrêtés afin de mener à bien leurs tâches dans les délais impartis !...

- Nous entendons les agents évoquer leurs difficultés pour prendre leurs congés, assister à des formations et... remplir leur mandat syndical.
- Nous déplorons la multiplication des réunions où les personnels sont soit disant associés alors que le schéma est déjà tout tracé et les décisions actées lors de ces réunions ne sont pas toujours reprises dans les compte rendus!...

Et pourtant, la Direction Générale persiste à vouloir imposer de nouvelles règles de gestion, la restructuration des services de proximité et la multiplication des délocalisations (Centre des Services Partagés, Contrôle Sur Pièce à distance, Opérateur National de Paye, Centre Régionaux des Pensions, etc..)

Les nouvelles règles de gestion nous font craindre le pire pour le respect des acquis des agents.

Vous ne pouvez ignorer, Monsieur le Président, le malaise de plus en plus profond et le niveau de « raz le bol » grandissant dans les postes et services.. A terme, la grande conscience professionnelle de nos collègues risque de tourner à la démotivation...seul moyen d'éviter le syndrome France Télécom !

Mais pas de panique, nous sommes rassurés par la mise en place du tableau de bord de veille sociale, ouf !

Face à :

- un gouvernement qui remet en cause le droit à la retraite dans notre pays,
- qui met un plan d'austérité pour aller au devant des exigences du F.M.I
- des marchés financiers et des agences de notation.
- un parlement avalisant un projet de loi de finances 2011 qui, une fois encore, avec 2543 emplois supprimés à la DGFIP (2569 l'an passé), traduit la poursuite de cette logique destructrice et n'épargne aucun département.

FO DGFIP 76, reprenant les motions revendicatives élaborées lors de son Congrès National d'octobre 2010, refuse cette évolution.

Nous refusons :

- de devenir un nouveau France Télécom avec son cortège de maladies professionnelles et de suicides liés au stress au travail.
- la dégradation des conditions de travail du fait des suppressions d'emplois
- l'accumulation de contre réformes ou de réformes peu lisibles
- l'absence de reconnaissance de qualification

Nous refusons la politique du « toujours plus » imposée par le gouvernement.

Nous défendons au contraire un réel service de qualité gratifiant pour les personnels et proche de l'utilisateur.